

Le pouvoir

12 MAR 2000

aux

N° 72

travailleurs

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
 Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- LA CLASSE OUVRIERE NE DOIT COMPTER QUE SUR ELLE-MEME POUR CHANGER SON SORT	2
- "NOTRE VOIE", LE JOURNAL DES "MILLE COLLINES" LE FPI, UN PARTI BOURGEOIS XENOPHOBE	3 - 4
- BAISSSE DES COURS DU CACAO ET SITUATION DRAMATIQUE DES PETITS PAYSANS	5
- LES ENSEIGNANTS EN GREVE POUR LE PAYEMENT DES SALAIRES	6
- L'ASSASSINAT DE DRAMERA : UNE AFFAIRE DE GROS SOUS	6 - 7
- UNE VISITE QUI N'EST PAS QUE DE "COURTOISIE" ..	7
- LE CINEMA DE GUEI SUR LES ORDURES MENAGERES ...	8
- ELECTION PRESIDENTIELLE AU SENEGAL : LES TRAVAILLEURS N'OBTIENDRONT LES VRAIS CHANGEMENTS QUE PAR LEURS LUTTES	9 - 10
- NIGERIA : MASSACRES INTER-ETHNIQUES SUR FOND DE PAUVRETE	10 - 11
- IL Y A 35 ANS, MALCOLM X ETAIT ASSASSINE	11 - 12

1008 4-14 5

1008 4-14 5

81.1

85.76

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001

1001

1001

1001

1001

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

1001 4-15

**LA CLASSE OUVRIERE
NE DOIT COMPTER QUE SUR ELLE-MEME
POUR CHANGER SON SORT**

Guéi avait prétendu, le jour de la prise du pouvoir, qu'il était conscient de la souffrance de la population. Il avait promis de revoir à la baisse le prix de certains produits de base tels que le carburant, le riz, l'huile, etc. Nombreux sont les travailleurs qui avaient, du coup, espéré que les militaires allaient les aider à améliorer leur sort.

Non seulement aucun produit n'a baissé de prix, mais assez vite, sous la pression du patronat, Guéi n'a pas tardé à rappeler aux travailleurs qu'il ne sera pas question "d'augmentation" des salaires.

C'est ainsi que la classe ouvrière s'est exprimée à travers une vague de grèves qui continue de toucher tour à tour de nombreuses usines et le secteur du bâtiment.

Partout où les travailleurs ont obtenu quelques concessions, cela a été uniquement le résultat d'un rapport des forces engagé contre le patronat.

Personne ne défendra les intérêts des travailleurs à leur place: ni les militaires, ni les nombreuses "commissions" mises en place pour revoir les textes de lois, où il n'est nulle part question des intérêts des travailleurs.

Bien au contraire, tous les partis politiques participant à ces commissions, du FPI au PDCI en passant par le RDR et le PIT, sont là, comme Guéi, pour bien camoufler le fait que dans ce pays il existe deux camps dont les intérêts sont fondamentalement opposés : la bourgeoisie et le prolétariat.

Quant aux petits soldats du rang, sur qui les travailleurs ont cru un moment s'appuyer au lendemain du coup d'Etat pour arracher quelques revendications, ils ont eu, depuis lors, le temps de montrer par leurs différentes exactions et tueries qu'ils sont dressés pour servir la bourgeoisie et non les travailleurs. Si certains d'entre eux sont quelquefois intervenus dans le sens des travailleurs, ils ont très vite été rappelés à l'ordre par leur hiérarchie. Cette dernière a d'autant plus facilement réussi à ramener ces soldats à l'ordre qu'en face, les travailleurs, même en grève dans certaines usines, n'ont pas pu se constituer en une force sociale et politique capable d'attirer vers elle la sympathie active de ces soldats qui, même sous uniformes, sont issus des couches populaires.

Néanmoins, la rapidité avec laquelle les patrons ont lâché du lest, partout où nous nous sommes exprimés à travers la grève, montre que nous pouvons en tirer bien plus si nous ne nous laissons pas diviser et surtout, si nous trouvons le chemin de notre union quelles que soient nos origines ethnique ou nationale, quel que soit nos secteurs d'activité.

**"NOTRE VOIE", LE JOURNAL DES "MONTS COLLINES"
LE FPI, UN PARTI BOURGEOIS XÉNOPHOB**

Il n'y a pas un discours, un écrit, où il n'est question aujourd'hui au FPI des "étrangers" et des "ivoiriens".

Comme tous les partis bourgeois tels que le PDCI et le RDR, le FPI change de langage, selon les intérêts du jour des hauts dirigeants du parti.

Sous le gouvernement de Bédié, avec la dégradation continue du pouvoir d'achat de la grande majorité de la population, un mécontentement grandissant en plus d'une opposition capable de lui ravir le pouvoir, le PDCI a très vite fait de se servir des discours ouvertement xénophobes sous le couvert du poison qu'est "l'ivoirité", pour contre-carrer un deuxième concurrent qu'était Alassane Ouattara, en plus de Gbagbo.

Même si le FPI s'était rallié au RDR au sein du "Front Républicain" pour espérer faire barrage à Bédié et au PDCI, il ne s'était jamais vraiment démarqué de ce discours xénophobe visant son allié d'un temps. "Je ne vais quand même pas donner ma poitrine pour défendre Ouattara", disait encore récemment Gbagbo. Soit !

Alassane Ouattara est un serviteur de la bourgeoisie et un ennemi des travailleurs, comme il l'a montré quand il était premier ministre puis haut fonctionnaire au FMI. Et ce n'est certainement pas à nous, travailleurs, de nous solidariser avec lui, parce qu'il est attaqué par des gens du même camp politique que lui. Mais ce dont il s'agit ici, c'est la nécessité de dénoncer et de combattre ce poison mortel pour la

population que représentent les discours xénophobes d'où qu'ils viennent.

Cela dit, on peut aussi noter que du temps où Alassane Ouattara était premier ministre de Houphouët, c'est le FPI qui avait inauguré les attaques contre ce dernier, sur le fait qu'il serait un "étranger" et Houphouët le "président des étrangers". Par la suite, comme on l'a vu, les rôles ont légèrement changé, avec l'entrée en lice de Bédié.

Si le FPI avait laissé momentanément de côté les propos xénophobes, durant toute la période pendant laquelle Bédié était au pouvoir, ce ne fut pas par principe mais uniquement par calcul politique. D'ailleurs, on voit aujourd'hui que les choses ont de nouveau changé, avec la mise à l'écart de Bédié.

Les propos xénophobes tenus par des partisans du FPI ont même augmenté de plusieurs crans avec l'approche des élections. Ouattara étant aujourd'hui la cible principale du FPI.

Comme Bédié et le PDCI par le passé, Gbagbo et les siens tiennent un langage très anti-Ouattara, le présentant comme le candidat des étrangers. Ils vont même jusqu'à dire que si Ouattara devient président de la Côte d'Ivoire, le pays se retrouverait entre les mains des étrangers et que les ivoiriens en seraient totalement exclus.

D'ailleurs, l'attaque du FPI est axée depuis quelques jours directement sur la population "étrangère" elle-même dans son

ensemble. Indirectement, les populations du Nord sont insidieusement confondues dans ce qualificatif "d'étrangères" pour se rallier les électeurs de Bédié. Ce langage tenu d'abord par le PDCI, martelé ensuite par le FPI, a largement porté ses fruits.

Les propos tenus par les dirigeants du FPI sont particulièrement exécrables et gros de dangers. Voici par exemple un extrait du discours tenu par Simone Gbagbo, l'épouse de Laurent Gbagbo, à la population d'Anyama le 04 mars dernier, véhiculé par le journal "Notre Voie" du FPI du 07 mars : "il y a tellement de fraudeurs sur la carte nationale d'identité ivoirienne qu'il faut que vous soyez vous-mêmes des contrôleurs.(...) Il faut faire la liste de tous ceux que vous connaissez être des étrangers et la transmettre aux autorités compétentes, notamment au responsable FPI au sein de la COSUR locale (...). Il faut que les ivoiriens sachent que leur frère, c'est celui qui est originaire d'un village situé à l'intérieur de la frontière de la Côte d'Ivoire. Celui qui est de l'autre côté n'est pas leur frère même s'il parle la même langue qu'eux, même s'il est de la même confession religieuse qu'eux".

Voici un autre exemple tiré d'un petit article toujours dans le journal "Notre Voie" daté du 08 mars, sous le titre "danger imminent" : "Un des aspects sur lequel on ne s'attarde pas généralement est le risque d'affrontement entre voisins d'un même quartier ou des habitants d'un même village. (...) Dans un quartier de Yopougon, des ivoiriens ont fait sortir brutalement des rangs un étranger reconnu comme tel (...). Dans certaines régions, il a été purement et simplement demandé aux non-ivoiriens en possession de

carte d'identité ivoirienne de rester sagement chez eux s'ils ne veulent pas de problème. (...) on peut affirmer sans grand risque de se tromper que les risques d'affrontement sont grands entre les fraudeurs de la nationalité ivoirienne et les ivoiriens. Cette affaire est une véritable grenade dégoupillée et prête à exploser (...)"

On peut imaginer les répercussions d'un tel langage haineux auprès de la fraction de la population qui n'en peut plus de la misère, qui est victime de l'exploitation capitaliste. A tous ceux-là, le FPI désigne des boucs-émissaires. On peut imaginer comment, dans des circonstances actuelles, un tel langage est démultiplié, les paroles peuvent se transformer en machettes et en fusils.

Les dangers d'une guerre fratricide où les premières victimes seront les pauvres de part et d'autres, sont aujourd'hui très grands. La situation devient alarmante.

Car il faut le souligner, c'est comme ça aussi que les journalistes rwandais de la radio "Mille collines" ont attisé la haine entre les ethnies et préparé les effroyables massacres inter-ethniques de 1994.

Les Bédié, avant, les Gbagbo et leur suite aujourd'hui, savent parfaitement tout cela et les dangers qu'ils font courir à ce pays. Cela ne les amène nullement à tempérer leur langage. Voilà en quoi ce sont criminels.

Alors, aux exploités de ne pas être les complices et en même temps les victimes des massacres qui pointent à l'horizon. Ils risquent de payer très-très chèrement et pour longtemps les conséquences pour eux et pour les générations à venir.

BAISSE DES COURS DU CACAO ET SITUATION DRAMATIQUE DES PETITS PAYSANS

Le prix du kilogramme du cacao frise le plancher, depuis quelques mois. Cet effondrement des prix sur le marché capitaliste entraîne la ruine et le désespoir de nombreuses familles qui n'ont souvent que ce produit comme unique ressource.

Cette chute des prix s'explique, nous dit-on, par le fait que "l'offre" serait supérieure à "la demande", d'où "surproduction".

Dans cette société capitaliste, il faut rappeler que la majorité des habitants de cette planète sont exclus du marché. Donc, quand on parle de "la demande", on ne parle que de ceux qui ont un pouvoir d'achat.

Pour réguler plus ou moins la balance entre l'offre et la demande, le capitalisme ne trouve pas d'autre solution que la destruction en masse de cacao déjà produit ou la limitation artificielle de la production elle-même, quand bien même les besoins réels ne sont pas satisfaits. L'une comme l'autre de ces solutions montrent l'aberration de ce système où ne compte que le profit.

Ainsi, par exemple, il y a quelques mois, la Côte d'Ivoire détruisait quelque 40 mille tonnes de cacao. Selon certaines sources, elle s'apprêterait encore à en détruire 100 mille tonnes sur la prochaine "production intermédiaire".

Mais, faut-il rappeler, même quand le prix sur le marché de Londres était meilleur, la situation des petits paysans n'a jamais été enviable. Ceux des ouvriers agricoles et des métayers, encore moins. Tous ceux-là, n'ont jamais bénéficié du fruit de

leur travail. Encore aujourd'hui, la majorité des villages et des campements sont exclus du minimum indispensable : l'eau, l'électricité, les soins, la scolarité, etc. Ce sont là quelques signes extérieurs à travers lesquels on peut percevoir le visage monstrueux du système capitaliste.

Bien sûr, du côté du FPI ou du RDR on dira que ce n'est pas le capitalisme qui est en cause, mais le détournement de l'argent par l'ancien pouvoir à travers la CAISTAB. Le FPI, on s'en souvient, en avait même fait son cheval de bataille. Il s'était ouvertement rangé du côté du FMI et de la banque mondiale. C'est-à-dire, des principaux affameurs du monde, pour exiger de l'ex-gouvernement ivoirien, la dissolution de la CAISTAB et l'introduction directe du marché "libre" capitaliste.

Aujourd'hui, on voit que CAISTAB ou pas, la situation des petits paysans n'a pas cessé de se dégrader. Parce que, détournement ou pas, le fond du problème, c'est le système capitaliste lui-même. Ce qui était détourné illégalement par certains hauts dignitaires du pouvoir l'est aujourd'hui légalement par d'autres groupes capitalistes, quand ce ne sont pas d'ailleurs les mêmes. Bédié et consorts, ne se sont-ils pas reconvertis en exportateurs de cacao ?

La solution du problème est la destruction du système capitaliste lui-même. Seule une société communiste, une société dirigée par les travailleurs qui sont eux-mêmes exploités et représentent de ce fait tous les exploités, défendrait les intérêts de l'ensemble des masses laborieuses, y compris ceux des petits producteurs de cacao et de café.

LES ENSEIGNANTS EN GREVE POUR LE PAYEMENT DES SALAIRES

Les enseignants des écoles primaires "confessionnelles" (catholiques et protestantes) accumulent un retard d'arriéré de salaire allant de 2 à 5 mois.

Les institutions religieuses ont, en fait, pris les enseignants en otage, pour exiger du gouvernement une subvention de près de 700 millions de francs. Et pourtant, ces mêmes écoles font payer des frais d'écolage exorbitants aux parents des enfants.

En attendant, tous les dignitaires de ces institutions, demandent aux enseignants de se contenter de prière et d'eau bénite. Mais comme ça ne nourrit pas son homme, ceux-ci ne l'entendent pas de cette oreille. Comment, donc, payer son loyer ? Comment nourrir sa famille ?

Pour exprimer leur colère et revendiquer le paiement des

arriérés de salaire, les enseignants ont décidé de se mettre en grève illimitée dès le lundi 13 mars.

Ils comptaient sur une prise de position ferme du ministre de la fonction publique qui, espéraient-ils, allait les soutenir pour exiger des institutions religieuses le règlement immédiat de leurs salaires.

C'était trop demander à ce ministre FPI. Ce dernier a au contraire délégué son directeur de cabinet pour "apaiser" la colère des enseignants et leur demander... de renoncer à leur grève.

Il a ainsi montré que, comme ses prédécesseurs au temps de Houphouët-Ouattara, et au temps de Bédié, tous ces politiciens se moquent bien de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

L'ASSASSINAT DE DRAMERA : UNE AFFAIRE DE GROS SOUS

Dramera Bakary, c'était ce riche commerçant qui avait été tué, brûlé vif à Divo, il y a de cela un an.

Certains responsables locaux du FPI et de la FESCI avaient été arrêtés, désignés comme étant les responsables de la tuerie.

Aujourd'hui, cette macabre affaire refait surface, après la plainte déposée par la famille Dramera contre Bédié. Elle cache en réalité une histoire de gros sous entre les familles Bédié et Dramera.

On apprend, en effet que la

L E U R S O C I E T E

famille Dramera était spécialisée dans l'export-import du commerce de riz, sucre, etc. Cette famille entretenait de longue date des relations d'affaires avec la famille Bédié qui détenait le quasi-monopole de l'importation de ces produits, notamment le riz, en Côte d'Ivoire.

Tout allait bien entre ces deux familles jusqu'au jour où Patrick Bédié (le fils de l'ex-président) a estimé que la famille Dramera lui devait quelque 433 millions de francs. Ce dernier, fort de la position de papa, avait décidé de bloquer en mer toute une cargaison de riz appartenant à Dramera. Il aurait aussi confisqué une quinzaine de camions-remorque appartenant à Dramera pour rentrer dans ses comptes.

Cette affaire de gros sous se serait envenimée jusqu'au jour du 30 mars 1999 où ce Dramera - d'origine "étrangère" - avait été donné à la vindicte populaire, après une autre affaire de sorcellerie et d'assassinat d'une jeune "ivoirienne" à Divo où ce Dramera avait été désigné comme étant l'instigateur. Aujourd'hui, toute cette affaire apparaît comme un coup monté de toutes pièces.

On se souvient, en tout cas, que les hauts dignitaires du pouvoir de l'Etat-PDCI à Divo ont tout fait pour faire en sorte que Dramera soit donné en pâture à des jeunes, manipulés par le poison de "l'ivoirité" distillé par le PDCI hier et remis au goût du jour par le FPI aujourd'hui.

UNE VISITE QUI N'EST PAS QUE DE "COURTOISIE"

Le 15 février dernier, Laurent Gbagbo de passage à Paris a rendu une visite de "courtoisie et de curiosité" à l'ex-président Bédié. "Je l'ai combattu hier, je n'ai jamais fait partie d'un gouvernement du PDCI, je n'ai donc aucune honte à venir le saluer et m'enquérir de son état" a-t-il déclaré en direction de ceux qui pourraient lui reprocher de chercher des alliances avec les "bédiéistes".

Il s'agit-là bien évidemment d'un geste politique en direction de ces derniers pour leur montrer que malgré leurs différences ils font partie d'un même monde qui se respecte mutuellement et qu'après tout, ceux qui votaient hier pour Bédié peuvent, pour les prochaines élections se reporter sur lui. Après tout, c'est pour mener la même politique en faveur des riches !

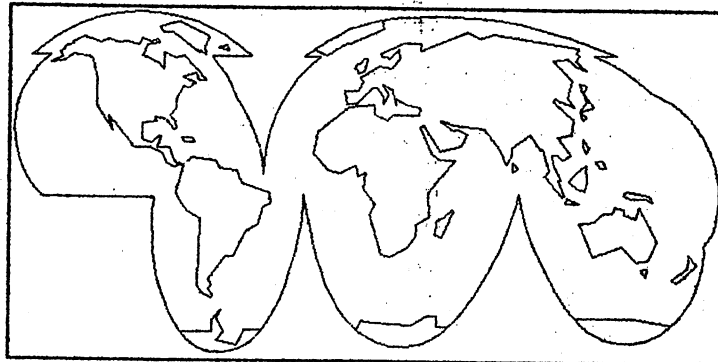
LE CINEMA DE GUEI SUR LES ORDURES MENAGERES

Guéi, prétend être très préoccupé par l'entassement des ordures. Ce n'est certainement pas son cinéma, avec une pelle à la main, qui changera quelque chose dans cette dramatique insalubrité qui frappe les quartiers les plus déshérités d'Abidjan. Cela fait très longtemps, en effet, que les ordures ne sont plus ramassées régulièrement. Elles constituent un risque permanent de propagation

de maladies, sans parler des odeurs pestilentielles dégagées par les immondices.

Les dirigeants accusent les habitants de ne pas se soucier de la propreté, mais en réalité ce sont eux-mêmes qui ne sont pas capables d'assurer le bon fonctionnement de la voirie, occupés qu'ils sont à détourner les caisses de l'Etat comme celles des municipalités.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**ELECTION PRESIDENTIELLE AU SENEGAL
LES TRAVAILLEURS N'OBTIENDRONT
LES VRAIS CHANGEMENTS
QUE PAR LEURS LOIHS**

Abdou Diouf espérait sans doute être élu dès le premier tour pour son quatrième mandat à l'élection présidentielle du 27 février dernier. Jusqu'ici, à coups de bourrage des urnes et de fraudes en tout genre, il avait gagné dès le premier tour. Mais, cette fois-ci, avec ses 41% de voix environ il est contraint au deuxième tour prévu pour le 19 mars. Abdoulaye Wade (PDS) a obtenu 31%, Moustapha Niasse 17% et Djibo Kâ 7%.

Dans la plupart des grandes villes, sauf à Saint Louis, Diouf a été devancé par l'un ou l'autre de ses concurrents. C'est surtout dans les campagnes, là où les notables locaux peuvent plus facilement exercer des pressions sur les électeurs dans le sens favorable au pouvoir, mais aussi là où ils peuvent plus aisément tripatouiller les résultats électoraux que Diouf obtient ses meilleurs résultats.

En vue du second tour, les tractations et les combines de toutes sortes vont bon train entre les états majors des partis politiques. Ainsi, Moustapha Niasse et Wade se sont rencontrés pour négocier le prix du désistement de l'un en faveur de l'autre au second tour. Niasse se voit déjà premier ministre de Wade dans le prochain gouvernement. Quant à Djibo Kâ, après avoir rencontré Diouf il est allé voir Wade histoire de se vendre au plus offrant. Mais ne sachant pas encore de quel côté il va "manger", il hésite. Il dit que jusqu'ici il n'a conclu un accord avec personne.

Du côté du Parti Socialiste de Diouf, certains dirigeants

commencent à se poser des questions sur leur avenir personnel en cas d'échec de Diouf au second tour. Quelques rats ont déjà commencé à quitter le navire. C'est le cas du député maire de Rufisque qui a rejoint Niasse. D'autres sont déjà sur la ligne de départ mais ils n'osent pas se lancer trop tôt dans la course, vu qu'il n'est pas encore dit que c'est à coup sûr Wade qui va remporter la victoire du deuxième tour. Comme Djibo Kâ, ils hésitent à choisir leur camp jusqu'au dernier moment.

Ce qui est d'ores et déjà sûr, c'est que quel que soit le résultat des urnes, rien de fondamental ne va changer pour les travailleurs et pour la population en général. Tous les candidats, y compris Diouf, n'avaient à la bouche que le mot "changement". Mais les uns comme les autres sont des ennemis des travailleurs et des exploités. Depuis 1981, Diouf est à la tête de l'Etat après avoir été des années durant le premier ministre de Senghor. Il s'est surtout fait remarquer par le fait qu'il a été un bon valet de l'impérialisme français. Il a fait subir à la population sénégalaise, et plus particulièrement aux couches les plus pauvres toute une série de mesures d'austérité (blocages des salaires, licenciements dans la fonction publique, diminution des budgets des secteurs publics utiles à la population tels que les hôpitaux et les écoles) imposées par les banquiers. Durant toutes ces années, le sort de la population a empiré tandis qu'une petite poignée de privilégiés

s'est enrichie au milieu de la misère généralisée.

Dans cette politique néfaste pour les masses pauvres, Diouf a eu le soutien direct de Wade qui a été deux fois son ministre. Ce dernier aime dire qu'il est l'homme du "sopi" (changement en wolof), mais les travailleurs n'ont vraiment aucune raison d'avoir confiance en ce politicien bourgeois qui n'a qu'une seule ambition : celle d'exercer le pouvoir mais pour y mener la même

politique que Diouf. Son "ami" de droite Alain Madelin, le chef de Démocratie Libérale (en France), qui est parti le soutenir à Dakar, ne s'y trompe pas.

Les travailleurs qui souhaitent, à juste titre, que les choses changent vraiment au Sénégal n'ont rien à attendre des urnes. Ils ne peuvent compter que sur leur mobilisation et leurs luttes pour se faire entendre et pour changer leur sort.

NIGERIA : MASSACRES INTER-ETHNIQUES SUR FOND DE PAUVRETE

Au Nigéria, ont eu lieu récemment des massacres entre musulmans et chrétiens, notamment entre les Haoussas (du Nord musulman) et les Ibos (du Sud chrétien), faisant plus de mille morts, plusieurs milliers de blessés et plus de cent mille sans-abri, sans parler des maisons, boutiques, églises et mosquées incendiées.

Tout a commencé le 27 janvier 2.000 dans l'Etat de Zamfara (à majorité musulmane) par la mise en application de la charia (ou loi coranique) décidée en novembre 1999. Cette loi barbare consiste à couper les mains des voleurs, à lapider des femmes pour cause d'adultère et à donner cent coups de fouet aux buveurs d'alcool, à interdire aux femmes de voyager avec les hommes dans les mêmes transports en commun, à leur interdire de faire du sport, à imposer le mariage forcé aux femmes célibataires, etc. Cinq autres Etats musulmans du Nord nigérian ont aussi décidé à leur tour d'appliquer la charia.

Il semble que c'est sous la pression des mouvements islamiques très actifs que les gouverneurs de ces Etats ont adopté la sharia, sous prétexte qu'elle était

appliquée pendant des siècles avant la colonisation, s'opposant ainsi ouvertement à la constitution qui, elle, est laïque. Mais il est possible aussi que les anciens chefs d'Etat originaires du Nord ne soient pas étrangers à cette histoire de sharia. Ils peuvent s'en servir pour s'opposer à la politique de leur successeur pas seulement parce qu'il est chrétien originaire du Sud, mais aussi parce qu'il parle de lutter contre la corruption. Ce qui n'est pas de nature à rassurer ses prédécesseurs qui se sont enrichis en pillant dans les caisses de l'Etat.

C'est donc pour s'opposer à cette loi islamique que le 21 février dernier, des chrétiens de Kaduna (une ville de l'Etat de Kaduna) ont organisé une manifestation de protestation. Des affrontements ont alors éclaté entre musulmans et chrétiens, faisant des centaines de morts parmi ceux-ci (qui sont minoritaires) dans cet Etat à majorité musulmane. Des chrétiens ont fui au Sud, dans les Etats d'Abia et d'Umuahia où ils sont majoritaires. Ils se sont vengés en massacrant à leur tour des musulmans (minoritaires dans le

Sud), faisant là aussi plusieurs centaines de morts.

Un calme précaire est revenu, après que les six Etats du Nord ont suspendu la loi islamique à la demande du gouvernement fédéral.

La rapidité avec laquelle ces massacres se sont répandus comme une traînée de poudre s'explique par une situation sociale explosive. En effet, ce pays de 120 millions d'habitants est l'un des plus pauvres du monde bien qu'il soit le septième pays producteur de pétrole. C'est que l'exploitation du pétrole profite avant tout aux sociétés pétrolières telles que Shell. Les miettes des exportations du pétrole brut assurent en principe au pays environ 90% de ses recettes. Mais une partie de cet argent est systématiquement détournée par les dirigeants à leur profit personnel. L'autre partie sert à payer le service de la dette. Cette dette extérieure est estimée à au moins de 30 milliards de dollars dont le remboursement absorbe chaque année environ 40% des revenus annuels du

pays.

Il ne reste alors rien pour la population qui vit dans la misère. Le revenu (annuel) par habitant est 300 dollars. C'est une moyenne dérisoire, mais qui est en deçà de la réalité quand on sait que selon des chiffres officiels, vraisemblablement sous-estimés, le chômage frappe 40% de la population.

Cette situation de misère aggravée par la crise économique est explosive, et elle peut s'embraser à partir de n'importe quel étincelle. C'est cela qui, à plusieurs reprises, est à l'origine des affrontements inter-ethniques et des massacres aveugles.

Mais pour qu'à l'avenir, la colère des masses pauvres ne soit pas détournée contre elles-mêmes sur des bases religieuses et ethniques, mais canalisée de façon consciente contre les exploiteurs et les dirigeants corrompus, il faut une organisation communiste révolutionnaire dont l'absence fait cruellement défaut.

IL Y A 35 ANS, MALCOLM X ETAIT ASSASSINE

Le 21 février 1965, lors d'un meeting à New York, Malcolm X fut abattu par un commando de trois hommes. Le fait que ses assassins étaient des Noirs fit porter les soupçons sur les Black Muslims (Musulmans Noirs) une organisation mi-politique mi-religieuse dont il avait été exclu deux ans plus tôt. Mais la liste de ceux qui voulaient le faire taire et, à travers sa personne, faire taire la révolte des noirs américains, était longue. Parmi ces gens il y avait la CIA, le FBI sans oublier les organisations d'extrême droite telles que le Ku Klux Klan. C'est d'ailleurs ce dernier, qui avait assassiné son père, un pasteur baptiste partisan du retour en Afrique.

C'est en 1948, en prison, que Malcolm X adhéra au mouvement des Musulmans Noirs. A sa sortie de prison en 1952, deux types de mouvements existaient aux USA. D'une part il y avait des organisations intégrationnistes et non violentes dont le pasteur Martin Luther King était le principal animateur. Les intégrationnistes étaient majoritaires dans les Etats du Sud et luttèrent pour les droits civiques et contre la ségrégation dans les bus et les restaurants ou les lieux publics.

Dans le Nord des USA, principalement dans les ghettos noirs des grandes villes industrielles, c'est le mouvement

des Musulmans Noirs qui était le plus implanté. Il réussissait à arracher des jeunes noirs à la drogue et à les organiser dans des milices de défense appelées "Fruits de l'Islam". Politiquement ce mouvement incarnait surtout les revendications de la petite bourgeoisie noire. L'objectif de construire une nation noire séparée n'était pas pour déplaire à certains commerçants, entrepreneurs ou fermiers noirs qui voyaient là un moyen de s'enrichir sur le dos d'autres noirs et qui ont d'ailleurs commencé à prospérer. Cette partie aisée de la communauté noire américaine se reconnaissait davantage dans le langage plutôt conciliateur du dirigeant politique musulman Elijah Mohammad qui finit par exclure Malcolm X du mouvement.

Dès lors les idées de Malcolm X connurent une nouvelle évolution. Après un pèlerinage à la Mecque en 1964 il entreprit des voyages vers divers pays du Tiers-monde. Il acquit la conviction que la lutte des noirs américains devait être liée à celle des peuples coloniaux.

La mort de Malcolm X ne mit pas fin aux flambées de révoltes dans les ghettos. C'est bien au contraire de cette époque que naquirent de nouveaux courants nationalistes encore plus radicaux que les précédents. Le mouvement du "Pouvoir Noir" ou les "Panthères Noires" faisaient preuve d'un certain caractère révolutionnaire pour cette époque. Il avait en effet réussi à associer une frange non négligeable de la population noire dans la lutte violente, y compris les armes à la main.

Malgré son caractère radical et le courage personnel de ses partisans, le mouvement noir américain ne franchit pas le seuil du degré de conscience nationaliste.

Détruire le système capitaliste qui secrète le racisme dont sont victimes les Noirs nécessite la lutte révolutionnaire de toute la classe ouvrière. La partie noire du prolétariat qui était la partie la plus opprimée et la plus révoltée dans les années 60/70 aurait pu, avec une conscience politique à la hauteur de cette tâche, constituer le fer de lance de la lutte pour une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression. Ce ne fut pas le cas pour plusieurs raisons. Il y avait d'une part la responsabilité des dirigeants nationalistes qui ne franchirent pas ce pas. Il y avait surtout le fait que le mouvement ouvrier lui-même, c'est-à-dire les syndicats et les partis politiques, dirigés à l'époque par des Blancs, qui était susceptible d'avoir une certaine influence sur la classe ouvrière, avait une conscience politique très en retard par rapport aux possibilités du moment.

Mais l'histoire ne s'est pas arrêtée là. Les USA, qui constituent le bastion principal du capitalisme mondial, n'ont rien d'autre à offrir à des millions de gens dans leurs propres citadelles que la misère et la désolation d'une piètre existence dans des ghettos où l'espérance de vie ne dépasse guère celle de bien des pays pauvres du Tiers-monde.

Cette oppression finira par déboucher vers de nouvelles flambées de révoltes de la population noire qui continue d'être reléguée au rang de citoyens de deuxième zone.

Il est indispensable que ces luttes, si elles ont lieu, ne se consomment pas en des flambées de violences stériles, mais débouchent sur la voie de la révolution consciente, la révolution prolétarienne, qui seule pourra mettre un terme à cette société barbare d'un autre âge.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.